

Semaine
Européenne de la
Démocratie
Locale



ÉVALUATION DE L'ÉDITION 2019

The Congress

Le Congrès

COUNCIL OF EUROPE

CONSEIL DE L'EUROPE

**EVALUATION DE L'ÉDITION 2019
DE LA SEMAINE EUROPÉENNE
DE LA DÉMOCRATIE LOCALE**

Couverture : Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil
de l'Europe – SPDP

Imprimé par le Conseil de l'Europe

Parution : Février 2020

Téléchargez la version électronique

www.coe.int/demoweek



En savoir plus

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
Tel : +33 (0) 33 88 41 32 23
democracy.week@coe.int

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	8
La SEDL	10
CHIFFRES 2019	12
THEME PRINCIPAL DE L'ÉDITION 2019.....	15
EXEMPLES D'ACTIVITES ORGANISEES PAR LES PARTICIPANTS	17
SITE WEB ET RESEAU	25
Annexe 1 : LISTE DES PARTENAIRES DE L'EDITION DE 2019.....	27
Annexe 2 : Représentation des pays 2012-2019.....	30

Andreas Kiefer,
Secrétaire général du Congrès



Chers partenaires de la SEDL,

2019 a été une année particulière et significative pour la Semaine Européenne de la Démocratie Locale : une année d'évaluation, de réflexion et d'innovation.

Après l'édition 2018, le Congrès a renouvelé son engagement, celui de faire progresser la SEDL et de la développer davantage au profit des collectivités locales et régionales et des citoyens de toute l'Europe. Ainsi, une résolution basée sur les travaux du groupe de réflexion a été adoptée par le Congrès lors de sa Session de novembre 2018 mettant en place de nouvelles modalités, dont la possibilité d'organiser les activités durant toute l'année, et l'adoption d'un nouveau statut, celui de "Partenaire de la Semaine européenne de la démocratie locale", remplaçant le statut des « 12 Etoiles ».

L'année 2019 a donc été la première année de mise en œuvre de ces nouvelles modalités, et a vu le nombre de municipalités participantes s'accroître. Elle a également été la première année de mise en œuvre du thème biennal choisi pour 2019 et 2020 intitulé : « Démocratie locale : les territoires de la confiance », validé par le Bureau du Congrès le 4 avril 2019.

De plus, en 2019, de nouveaux porte-paroles thématiques ont été nommés par le Bureau, Bryony Rudkin (Royaume-Uni) et Mihkel Juhkami (Estonie), et je tiens à les remercier pour leur engagement et dévouement envers la SEDL.

Dans le contexte d'une défiance grandissante envers les institutions démocratiques, le niveau local reste le fondement d'une démocratie qui résiste aux tentations populistes. Je suis donc convaincu que la SEDL peut contribuer grandement à l'éducation démocratique et au rétablissement de la confiance dans les institutions. Elle représente un véritable outil de renforcement de la démocratie locale en Europe et au-delà.

En ce qui concerne l'édition 2019 de la SEDL, permettez-moi de féliciter les 86 collectivités locales et régionales, leurs associations et les organisations de la société civile de 19 pays qui ont célébré avec nous la SEDL, et ont fait rapport sur leurs activités à travers le nouveau site de la SEDL avec sa nouvelle fonctionnalité interactive. Je me réjouis de les accueillir, ainsi que de nombreux autres partenaires, anciens et nouveaux, lors de l'édition 2020.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Andrea Luff". The signature is fluid and cursive, with the first name "Andrea" and the last name "Luff" clearly distinguishable.

La Semaine européenne de la démocratie locale (SEDL) est une initiative paneuropéenne annuelle lancée en 2007 dans le but d'encourager la participation citoyenne au niveau local. Elle est coordonnée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

Les événements et activités organisés dans le cadre de la SEDL sont dédiés au rapprochement entre élus locaux et citoyens des 47 États membres du Conseil de l'Europe.

La SEDL vise à fournir aux villes et communes de toute l'Europe un cadre international pour mieux faire connaître les droits et responsabilités de tout individu au sein d'une société démocratique, qu'il soit élu, fonctionnaire ou simple citoyen.

La SEDL offre également à ses partenaires la possibilité de faire partie d'une communauté internationale plus large, engagée dans la promotion de la citoyenneté active.

Une *communauté* paneuropéenne de collectivités locales, où elles peuvent partager des idées novatrices sur la participation et des bonnes pratiques, conclure des accords de jumelage, tirer des enseignements de leurs expériences mutuelles et s'en servir pour développer leurs actions.

Une *communauté* d'élus, mieux à même d'informer les citoyens non seulement sur ce qu'ils peuvent faire pour leur collectivité locale et la manière dont ils peuvent le faire, mais aussi sur ce qu'ils peuvent réaliser à l'échelle paneuropéenne par le biais de leurs élus.

Enfin, une *communauté* qui bénéficie de l'expertise reconnue du Conseil de l'Europe et, surtout, de sa connaissance approfondie du concept de citoyenneté démocratique et de ses outils participatifs mûrement réfléchis.

CE QUI A ÉTÉ ACCOMPLI EN DOUZE ANNÉES D'EXISTENCE

Un réseau de villes et d'associations ayant pour objectif de promouvoir la démocratie participative à l'échelle locale a été mis en place. Au fil des années, cette initiative a réuni plus de 1 000 partenaires ; pour l'édition 2019, plus de 250 activités ont été organisées par près de 80 partenaires.

Des synergies avec d'autres activités du Congrès ont été développées, par exemple au moyen des programmes de coopération du Congrès en Ukraine, en Arménie, en Albanie et en Géorgie ; des présentations de la SEDL ont été faites dans le cadre de séminaires destinés aux élus, qui sont un moyen concret de renforcer la participation citoyenne. La coopération entre le Congrès et les partenaires locaux dans la région Sud-Méditerranéenne a d'ailleurs pu se voir renforcer suite à la participation de l'association tunisienne Casamance Ecologie et Paix à l'édition 2019 de la SEDL.

Des synergies existent entre la SEDL et d'autres initiatives pertinentes du Conseil de l'Europe et de ses partenaires internationaux tels que : le Prix de l'Europe de l'Assemblée parlementaire, le programme Cités interculturelles, la campagne contre le discours de haine ou l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA).

Les villes partenaires de la SEDL étant essentiellement de petites collectivités et des communes excentrées, la SEDL a contribué à mieux les faire connaître par-delà les frontières et a servi de vitrine à leurs bonnes pratiques en matière de participation citoyenne pour le reste de l'Europe. La SEDL a servi de plateforme d'échange de ces bonnes idées entre les membres du Conseil de l'Europe au niveau infranational, créant ainsi un pont entre les Etats membres de l'Union européenne et leurs voisins.

En entretenant des contacts directs avec les municipalités, ainsi qu'avec les ONG et les associations actives au niveau local, le Congrès est en mesure de promouvoir directement auprès des villes ses propres instruments et supports et plus largement ceux du Conseil de l'Europe (comme la Charte européenne de l'autonomie locale, la Charte européenne révisée sur la participation des jeunes à la vie locale et régionale, le jeu éducatif « L'Europe : des questions de valeurs », etc...) et d'encourager la mise en œuvre de ces outils.

En 2019, la Semaine Européenne de la Démocratie Locale s'est officiellement déroulée toute l'année avec un événement dominant pendant la semaine du 15 octobre. Il s'agit d'une innovation pensée par le groupe de réflexion et adoptée par les membres du Congrès en novembre 2018 pour permettre aux entités participantes une plus grande souplesse dans l'organisation de leurs événements.

Les associations nationales de collectivités locales, les organisations et institutions nationales et internationales, et les organisations de la société civile ont également contribué au succès de la Semaine en diffusant des informations et en sensibilisant au thème de 2019 par le biais de leurs réseaux.

Grâce à cet effort conjoint, 86 partenaires de 19 pays (voir annexe 1) se sont inscrits sur le site officiel pour participer à la Semaine de la démocratie 2019. Plus de 250 activités ont été organisées dans le cadre de la SEDL, couvrant soit le thème principal "Démocratie locale : les territoires de la confiance", soit d'autres questions connexes d'actualité.

Sur les 86 partenaires enregistrés, 6 étaient des associations. Parmi les participants de cette 12^{ème} édition de la SEDL, 19 ont obtenu le titre de "Partenaire de la Semaine européenne de la démocratie locale 2019". Cette année encore, 18 pays partenaires étaient représentés dont 12 ont participé à toutes les éditions².

¹ Données basées exclusivement sur les informations enregistrées et téléchargées sur le site web de la SEDL.

² Cf Annexe 2 – Représentation des pays 2012-2019



19 partenaires représentant 4 pays ont obtenu le statut de « Partenaire de la SEDL 2019 », donnant ainsi une importance particulière à leur participation à la Semaine. Le concept de « Partenaire de la SEDL » a été lancé en 2019 après la réforme de l'initiative, sous la forme d'une candidature pour les villes et associations fortement impliquées qui, en s'inscrivant à la dernière édition de la SEDL, ont pris les engagements suivants :

1. Allouer un budget spécifique pour la participation citoyenne ;
2. Mener une campagne de promotion de la SEDL en utilisant l'identité visuelle de la SEDL, définie et mise à disposition par le Congrès ;
3. Organiser des activités spécifiques liées au thème de l'année ;
4. Organiser un événement de portée paneuropéenne. Un représentant du Congrès pourra être invité ;
5. Élargir la portée sociale de l'initiative en intégrant les groupes qui peuvent se sentir exclus (enfants, femmes, Roms et Gens du voyage, personnes handicapées, etc.) ;
6. Encourager la participation des jeunes et des organisations de jeunesse ;
7. Mettre en œuvre des initiatives pérennes ;
8. Mettre en œuvre des activités et des projets novateurs.

Après vérification de la conformité avec les critères, le statut de « Partenaire pour la Démocratie Locale » a été remis aux municipalités de :

1. Ahmetbey (Turquie)
2. Avçılar (Turquie)
3. Beşiktaş (Turquie)
4. Büyükçekmece (Turquie)
5. Çiğli (Turquie)

6. Çorlu (Turquie)
7. Edremit (Turquie)
8. Fastiv (Ukraine)
9. Kadıköy (Turquie)
10. Kharkiv (Ukraine)
11. Kyiv (Ukraine)
12. Lüleburgaz (Turquie)
13. Lviv (Ukraine)
14. Râmnicu Vâlcea (Roumanie)
15. Tekirdağ (Turquie)
16. Union des Municipalités d'Anatolie Centrale (Turquie)
17. Union des Municipalités de Turquie (Turquie)
18. Valongo (Portugal)
19. Zeytinburnu (Turquie)

La notion de démocratie a connu un changement de paradigme ces dernières années, passant d'une démocratie représentative – ne faisant plus l'unanimité - à une réelle volonté de la part de la population d'être investi dans la prise de décisions.

Depuis quelques années, les sociétés européennes font face à une **crise démocratique et institutionnelle**, due principalement à une méfiance grandissante des citoyens envers les administrations publiques et hommes politiques. Les citoyens ne se sentent plus représentés par leurs élus, et le manque de consultation de la part des autorités aux citoyens n'a eu pour effets que d'aggraver l'érosion de cette relation de confiance qui pourtant, est essentielle au bon fonctionnement d'une démocratie.

L'échelon infranational, de par sa proximité avec la population, peut permettre de renforcer cette confiance grâce au rôle crucial que jouent les autorités locales : répondre aux préoccupations des citoyens. C'est pourquoi, **le thème** : « **Démocratie locale : les territoires de la confiance** » a été choisi pour les éditions 2019 et 2020 de la Semaine Européenne de la Démocratie Locale (SEDL), dans le but de souligner le rôle essentiel de la démocratie territoriale dans nos pays européens, permettant de rétablir la confiance des citoyens en notre système démocratique.

La thématique biennale choisie, laisse une grande marge de manœuvre aux collectivités locales sur le choix des activités à mettre en place. Toutefois, elle sous-tend le concept de **gouvernement ouvert**, qui repose sur trois piliers qui sont : la participation, la transparence, et la responsabilité.

La **participation des citoyens** est le fondement de la démocratie et de la bonne gouvernance, deux valeurs principales de notre société que le Conseil de l'Europe et le Congrès représentent et défendent. Pour satisfaire à cette notion, les collectivités locales doivent apporter leur soutien à l'implication des citoyens dans les processus décisionnels au moyen, par exemple, de la création d'outils numériques.

La transparence favorise une meilleure gouvernance publique dans le sens où elle permet la mise en œuvre d'une action publique légale, juste et efficace.

L'ouverture des données et des informations de la part des autorités locales sur des domaines tels que les dépenses publiques, l'attribution des marchés publics, l'élaboration et l'impact des politiques, ou encore la performance de la fonction publique est un moyen de prévenir les comportements non vertueux que l'administration et ses fonctionnaires peuvent avoir.

Les gouvernements locaux doivent également faire preuve de **responsabilité** en intégrant des règles, des lois et des mécanismes garantissant que le gouvernement est à l'écoute du citoyen et qu'il répond à ses exigences.

La pratique d'un gouvernement ouvert assure une meilleure prise de décision, une plus grande confiance du public dans les institutions et des services plus efficaces, refreinant les excès de pouvoir.

Le thème de l'édition 2019-2020 a pour objectif principal d'encourager les collectivités locales à associer leurs citoyens à la vie publique locale, et les nombreux partenaires de cette édition ont montré que les élus locaux sont conscients des bienfaits que cela peut apporter à leur communauté. La co-conception de la démocratie locale entre les représentants et les citoyens garantit la viabilité du tissu politique et social de l'Europe. Les autorités publiques doivent écouter et apprendre afin de concevoir de meilleures politiques et de meilleurs services. La participation des citoyens à la prise de décision confère également une légitimité aux décisions prises par les autorités publiques. En outre, la participation donne un sentiment d'appartenance et de communauté d'objectifs, et fait des communautés locales des lieux où les gens veulent vivre et travailler, maintenant et à l'avenir.

Il convient de rappeler que le Congrès accorde une attention particulière aux processus de participation et de transparence. Lors de ses sessions de novembre 2018 et d'avril 2019, le Congrès a adopté une série de résolutions et de recommandations sur la transparence de l'administration au niveau local, adressées à la fois aux gouvernements nationaux et aux collectivités locales et régionales. Ces textes traitent de la transparence et de l'ouverture des gouvernements, du Code de conduite européen pour l'intégrité politique dans la gouvernance locale et régionale, des conflits d'intérêts, du népotisme et de la protection des lanceurs d'alerte. Ces textes ont maintenant été publiés sous la forme d'un ensemble sur la gouvernance éthique.

De nombreuses activités ont été organisées cette année à l'occasion de la 12^e édition de la SEDL, portant principalement sur la thématique biennale. Une thématique assez généraliste permettant aux municipalités de toucher de nombreux aspects qu'elle sous-entend : le dialogue avec les citoyens et leur participation accrue à la prise de décision, un meilleur fonctionnement de l'administration locale et la transparence de ce fonctionnement, ou encore le développement de nouveaux mécanismes participatifs. Cependant, et en parallèle des activités mises en œuvre sur le sujet principal, les communes pouvaient également intervenir sur des sujets annexes tels que l'inclusion des différents groupes de citoyens à la communauté, l'engagement des jeunes, etc...

INSTAURER UNE CONFIANCE ENTRE LES CITOYENS ET LES ELUS LOCAUX

Les nombreux partenaires que comptait l'édition 2019 de la SEDL, ont parfaitement respecté le thème biennal : « *démocratie locale : les territoires de la confiance* » dans l'organisation de leurs activités. Une sélection d'exemples de ces activités est présentée ci-dessous :

1. Améliorer le dialogue local en tant que facteur de rapprochement

La session d'ouverture de la SEDL, par la municipalité d'**Uccle** et l'**Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale** (Belgique), consacrée à l'ancrage de la démocratie locale sur le territoire, a réuni de nombreux participants permettant le partage d'expérience en matière de participation, d'utilisation de plateforme digitale ou de rencontres citoyennes.

Les espaces ouverts de dialogue et d'interaction entre la population et les institutions locales permettent de renforcer les liens communautaires et les

³ Basés exclusivement sur les informations soumises par les partenaires de la SEDL, que ce soit sur le site web officiel ou par courrier électronique.

sentiments d'appartenance, et favorisent l'implication active de la population. La municipalité d'**Amadora** (Portugal) a fait le choix d'organiser des séances publiques permettant aux citoyens de dialoguer avec l'exécutif municipal sur la qualité de vie dans la ville, mais également d'en apprendre davantage sur son fonctionnement.

Certaines municipalités comme celle d'**Huddinge** (Suède) ont donné l'opportunité aux citoyens de donner leurs avis sur le Centre de Service de la Municipalité afin de l'améliorer.

A **Zhytomyr** (Ukraine), la province a organisé une fête de quartier dans le but que citoyens et représentants locaux puissent communiquer sur les collectivités locales qu'ils représentent.

Avec l'essor des nouvelles technologies, la municipalité de **Ramnicu Valcea** en Roumanie a développé une plateforme en ligne, qui propose une nouvelle façon d'interagir avec le maire, permettant aux citoyens d'avoir des informations sur les services publics de la ville et signaler les problèmes de gestion.

2. Sensibiliser les citoyens au mode de fonctionnement de leurs autorités locales

De nombreux participants ont organisé des activités de sensibilisation des citoyens au mode de fonctionnement de leurs autorités locales, leur permettant ainsi de comprendre comment les décisions sont prises et comment ils peuvent influencer ce processus dans un climat de confiance mutuelle.

La municipalité de **Lviv** (Ukraine) a informé les jeunes citoyens des nombreux outils de participation publique mis à leur disposition : pétitions électroniques, budget participatif, audiences publiques, concours de projets sociaux et culturels. Une discussion a ensuite eu lieu sur : « comment les élèves peuvent influencer le développement de la ville ».

Le conseil municipal de **Marbella** (Espagne) a rencontré les résidents et des associations pour informer sur le fonctionnement des organes politiques, puis

a répondu aux questions que se posent les habitants sur l'administration locale en général.

Il est essentiel que les citoyens soient sensibilisés au rôle des institutions publiques locales pour qu'ils puissent y participer pleinement. La municipalité de **Cascais** (Portugal) a fait le choix d'organiser des journées portes ouvertes du gouvernement local pour faire connaître le rôle et les compétences des élus ainsi que le fonctionnement de l'administration.

Dans ce sens la ville de **Kirklees** (Royaume-Uni) a ouvert un débat public où les citoyens peuvent expliquer ce qu'ils attendent d'un conseiller municipal, ou savoir plus particulièrement quel est son rôle.

3. Justifier la confiance par la transparence de l'administration locale

Plusieurs communes ont pris la décision de concentrer leurs activités sur le sujet de la transparence, qui est aujourd'hui essentiel pour entretenir une confiance entre citoyens et élus locaux. La municipalité de **Corlu** (Turquie) a mis en place un mécanisme de retransmission pour que tous les citoyens puissent suivre le conseil municipal en direct. Cette initiative a été très appréciée par la population.

La ville de **Büyükçekmece** (Turquie) a choisi de mettre en place la même initiative avec en parallèle, la publication de toutes les décisions du Conseil sur le site web de la municipalité pour permettre une consultation des décisions à tout moment.

Pour établir une plus grande confiance, la municipalité de **Lüleburgaz** (Turquie) a signé l'Engagement pour la transparence locale de l'Association internationale pour la transparence. Les décisions de la ville ont commencé à être diffusées en direct sur Youtube.

La municipalité de **Ramnicu Valcea** (Roumanie) a organisé un débat sur le budget local et cinq réunions de quartier avec les citoyens de la ville. Elle a également fait le choix de mettre à la disposition des citoyens, le rapport sur le

développement économique et environnemental de la ville, pour les sensibiliser aux projets réalisés et ceux à venir.

4. Améliorer la participation des citoyens par le biais de processus locaux de consultation et de décision

De nombreuses communes ont appliqué des modes de participation citoyenne nouveaux et interactifs. La municipalité d'**Hakkari** (Turquie), a décidé de faire un sondage auprès des citoyens dans le but d'améliorer les services municipaux proposés. L'évaluation des services par la population, est un des meilleurs moyens pour améliorer la qualité de vie dans la communauté. En parallèle, la ville a organisé des réunions de quartier.

Dans la même idée, la commune de **Çiğli** (Turquie) a développé le système des boîtes à idées, et en a déposé dans tous les recoins de la ville pour que les habitants puissent s'exprimer et donner leurs propositions d'amélioration des services.

A **Krusevac** (Serbie), la municipalité a, lors d'un débat public, présenté aux citoyens les possibilités de participation à la vie publique locale.

La municipalité de **Çorlu** (Turquie) a mis en place une assemblée de quartier afin d'impliquer tous les citoyens dans la prise de décision.

DONNER LA PAROLE AUX ENFANTS ET AUX JEUNES AFIN D'ENCOURAGER LEUR PARTICIPATION

La participation des enfants et des jeunes est une thématique devenue indispensable, devant être mise à l'honneur dans les activités de la SEDL. Afin de garantir une vaste participation citoyenne, non seulement aujourd'hui mais aussi à l'avenir, de nombreuses communes ont décidé de consacrer leurs activités à la jeunesse. L'éducation des jeunes, citoyens de demain, à la démocratie et aux processus décisionnels est un pari sur l'avenir de la démocratie locale.

La municipalité de **Büyükçekmece** (Turquie) a décidé de déterminer les noms des parcs municipaux construits avec les enfants qui en sont bénéficiaires.

L'objectif de cette activité étant de sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge à la participation et à la citoyenneté.

A **Rize** (Turquie), un programme a été organisé en direction des étudiants en sciences politiques, sur le renforcement de la confiance envers les gouvernements locaux. Le Maire de la ville a discuté sur des sujets tels que la transparence, la démocratie, le fonctionnement des institutions, ou encore les responsabilités des citoyens.

En vue d'encourager la jeunesse à s'impliquer dans les processus décisionnels locaux et d'appeler les jeunes citoyens à participer à des initiatives locales spécifiques, l'équipe des services électoraux de **Kirklees** (Royaume-Uni) a tenu un kiosque d'information pour offrir soutien et conseil aux étudiants et informer sur les avantages des élections et du droit de vote.

La municipalité de **Farkadona** (Grèce) a, depuis trois ans, créé un Conseil municipal des adolescents et cette année a marqué le renouvellement de ces « conseillers municipaux » du Conseil des adolescents. Lors de la réunion annuelle, les jeunes ont discuté sur le sujet « participation et engagement des enfants et des jeunes ».

Une classe d'élèves, ainsi que le Parlement des élèves, de la municipalité de **Niš** (Serbie) ont rendu visite à l'administration ainsi qu'aux élus afin de comprendre le fonctionnement de la localité et le rôle de chacun. Cette municipalité a également mis en place un Conseil de la jeunesse, permettant aux jeunes de s'impliquer dans la résolution des problèmes les concernant, et d'être associé à la politique de la jeunesse de la municipalité. Le fait de développer ce type de mécanisme, favorise les jeunes à jouer un rôle actif dans la prise de décision.

A **Kadıköy** (Turquie), la municipalité a organisé un atelier de théâtre dans le but de promouvoir l'influence des habitants sur les décisions de l'administration locale, en mettant l'accent sur la dimension sociale des problèmes rencontrés dans la vie quotidienne et en décrivant la dynamique de l'oppression.

La municipalité de **Valongo** (Portugal) a mis en place de nombreuses activités pour les jeunes, grâce notamment à la création d'un budget participatif

jeunesse. Cette initiative montre aux jeunes, que la collectivité a une réelle volonté de satisfaire leurs besoins, tout en les impliquant par le biais de la co-décision à des projets.

A **Lüleburgaz** (Turquie), la municipalité a organisé des formations à l'esprit d'entreprise dans des lycées. Lors de ces formations, les jeunes ont pu trouver des solutions novatrices à divers problèmes sociaux locaux, et faciliter la vie des groupes défavorisés. Durant cette formation, il a été rappelé que les personnes de toute classe sociale devaient agir avec responsabilité les unes envers les autres afin de rétablir un lien de confiance.

PROMOUVOIR DES COLLECTIVITÉS INCLUSIVES – INTEGRER LES CATEGORIES DE POPULATION SOUS-REPRESENTÉES

Certaines activités de la SEDL visaient spécifiquement l'intégration des minorités et des groupes sous-représentés, ainsi que la participation des catégories de population les moins visibles aux processus de décision. Ces actions avaient pour objectif global d'inclure chacun des membres de la collectivité afin de garantir une plus large adhésion aux processus et décisions démocratiques. Ainsi, certaines communes ont organisé des événements impliquant des groupes tels que les personnes âgées, les femmes, les réfugiés et les migrants ou encore les personnes en situation de handicap.

Une société démocratique est fondée sur le principe de la participation de tous. Le manque d'accessibilité est un obstacle à la pleine participation à la vie quotidienne et découle d'un problème d'égalité. Pour cela la ville d'**Huddinge** (Suède) a organisé une réunion à l'attention des seniors, intitulé : « appareils et accessoires fonctionnels pour faciliter la vie quotidienne des malvoyants ». A l'aide de témoignages, la municipalité comprend plus particulièrement les besoins de cette population et tend à trouver des solutions pour améliorer leur qualité de vie.

A **Bağcılar** (Turquie), la municipalité a créé un Conseil des femmes afin de mettre en lumière les problèmes, les besoins et les attentes des femmes de la ville. Ce Conseil est un lieu qui leur permet d'exprimer clairement leurs opinions, de proposer des solutions, de prendre des décisions et d'agir.

Cosmopolite, la ville de **Kharkiv** (Ukraine) a mis en place un Conseil public des relations interethniques afin de soutenir l'activité des ONG nationales dans le processus décisionnel des autorités locales de Kharkiv sur le développement de l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales. Ce Conseil public s'avère être un outil viable pour entendre la voix de tous les habitants de Kharkiv. Elle accroît la participation des citoyens aux décisions locales et unit les différentes nations de la communauté de Kharkiv.

La municipalité de **Ciğli** (Turquie) a organisé un atelier sur les politiques de handicap visant à développer une réelle stratégie. Les lignes de conduites de la stratégie ont été élaborées avec les citoyens.

Pour donner suite à l'évènement « Assises sur le rôle de l'étranger-e dans la cité » organisé par l'Eurométropole de **Strasbourg** (France) lors de l'édition 2018, un « livre blanc » a été remis au Maire contenant les préconisations pour répondre à la question : « Comment construire la confiance entre « citoyens » d'ici et d'ailleurs ? ». Ce document rédigé par plusieurs citoyens, a pour ambition d'améliorer la mise en pratique des valeurs d'altruisme, d'égalité et d'interculturalité en vue de renforcer la relation de confiance entre citoyens d'ici et d'ailleurs. Le projet de création d'une Maison Citoyenne Interculturelle a été présenté.

PROMOUVOIR UNE IDENTITE EUROPEENNE ET LE DIALOGUE INTERCULTUREL

Un élément essentiel de la Semaine Européenne de la Démocratie Locale est de rappeler que l'Europe est un continent composé de cultures et de nations diverses. Ainsi, comme les années précédentes, de nombreuses activités visaient à rapprocher les citoyens européens au moyen d'échanges internationaux et d'activités faisant la promotion du dialogue interculturel et du partage d'expériences.

La ville de **Valongo** (Portugal) a organisé des sessions du « jeu de l'Europe » - un jeu de société version géante – afin de familiariser les jeunes citoyens à l'histoire et à la culture de l'Union Européenne.

A **Ramnicu Valcea** (Roumanie) la ville a organisé une simulation d'une réunion du Conseil Européen, où des volontaires devaient représenter un pays, préparer un discours et discuter sur un sujet quelconque. Cet évènement fait référence à la présidence du Conseil Européen par la Roumanie lors du premier semestre de 2019.

En vue de promouvoir des relations amicales entre les nations et de tisser des liens culturels plus étroits, la ville de **Lüleburgaz** (Turquie) a, comme chaque année, accueilli une délégation bulgare et une délégation grecque en vue de promouvoir la cohésion entre les peuples et de commémorer les migrations forcées que la ville a connu. Des artistes, des danses folkloriques et des spectacles ont eu lieu.

Plusieurs municipalités ont également fait le choix d'organiser des évènements internationaux dans le but d'échanger sur les bonnes pratiques mises en œuvre par les collectivités, et de connaître leur fonctionnement. A **Valongo** (Portugal), la ville a organisé une conférence internationale sur les thèmes de la transparence et de la citoyenneté active à laquelle a participé le Congrès. La ville de **Ramnicu Valcea** (Roumanie) a reçu une délégation d'enseignants turcs et lettons pour communiquer sur les différences et similitudes des gouvernements locaux. La ville de **Izmit** (Turquie) a organisé une conférence sur la démocratie, où des étrangers invités à la conférence ont pu présenter à leur tour ce qu'est la démocratie dans leur pays d'origine.

Par ailleurs, à **Kharkiv** (Ukraine) a eu lieu un forum international intitulé « démocratie locale : bâtir la confiance – dimension jeunesse ». Cet évènement a été à l'origine de la création « d'Ukrainien Youth Brand » – une plateforme visant à unir la jeunesse ukrainienne du monde entier - très éparpillée dans le monde, dans le but de conserver les liens avec la patrie, d'encourager la coopération des jeunes, de développer et de promouvoir une image positive de l'Ukraine et de la jeunesse ukrainienne à l'étranger.

Comme les années précédentes, le site internet (<http://www.congress-eldw.eu/fr/>) continue à fournir les informations essentielles sur la Semaine ainsi que des outils pour la mise en œuvre d'activités (logos, idées thématiques et textes de référence).

En même temps, dans le cadre de la réforme de la SEDL, le site internet a connu une refonte complète. Bien que modernisé et amélioré sur le plan graphique, le site conserve cependant sa structure actuelle :

✚ La page d'accueil principale présente l'initiative et son actualité récente, au moyen de bulletins d'information réguliers et d'actualités du Congrès relatives à la SEDL. On y trouve aussi toutes les informations nécessaires quant à l'inscription et les modalités de participation.

✚ La plateforme détaillant les initiatives des participants à la SEDL est conservée, avec à la fois un accès public et restreint.

La page publique permet de consulter toutes les activités organisées dans le cadre de l'édition de la SEDL en cours mais aussi des éditions précédentes (depuis 2010), qui peuvent servir d'exemples de bonnes pratiques et inspirer de nouvelles idées. Cette visibilité est encore renforcée au moyen d'une carte interactive développée en 2016, qui permet d'avoir une vue d'ensemble des partenaires de la SEDL.

La page en accès restreint a été créée à l'intention des collectivités locales et régionales et de leurs associations, afin qu'elles puissent s'inscrire. Nos partenaires peuvent télécharger et actualiser directement les informations relatives à leurs événements et activités qui, après avoir été traduites et vérifiées par l'équipe de la SEDL, peuvent être consultées sous leur profil personnel et utilisées à des fins de publicités et de mise en réseau.

✚ Une troisième plateforme – le forum de discussion – a été ajoutée. Ce concept a été développé à la demande des participants, qui souhaitent pouvoir communiquer entre eux. L'objectif est donc de fournir un véritable espace d'échange interactif en ligne, en vue de développer les synergies. Chaque participant inscrit peut lancer une discussion, partager ses activités et ses idées, mais aussi demander des conseils ou même inviter d'autres participants à ses propres manifestations. Les participants à la SEDL sont encouragés à partager activement des informations, des conseils et des bonnes pratiques.

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTENAIRES DE L'ÉDITION DE 2019

Total : 86 participants incluant 6 associations et 19 « Partenaire de la SEDL » ()

Albanie	Kamez
Allemagne	Chemnitz
Arménie	Union des Communautés d'Arménie
Belgique	Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale
Espagne	Marbella
France	Association Un Bout de Chemin
	Strasbourg
Géorgie	Association nationale des pouvoirs locaux de Géorgie
Grèce	Farkadona
Italie	Association « Futur is now »
Moldavie	Vulcanesti
Portugal	Amadora
	Valongo 
	Cascais
	Freguesia de Três Povos
	Fundao
Roumanie	Medgidia
	Ramnicu Valcea 
	Iasi
Russie	Kingisepp
	Chuvashsko-Kishchakovskoe
	Kaybitsky
	Alshikhovsky
	Bik-Uteevsky
	Burgan

	Cherki-Kildurasky
	Cherky-Grishinskoye
	Isakovsky
	Kiyat
	Novochechkabsky
	Novotinchalinsk
	Nurlat
	Starotinchalinskoye
	Alsheyevskiy
	Buinsk
	Forty-Saidak
	Koshka-Shemyakinsky
	Koshka-Tenyakovsky
	Mokrosavaleevsky
	Nizhnenaratbashy
	Timbaevsky
	Verkhnelashchinsky
	Yashevskoye
	Finlyandsky
	Kasimov
	Association Starostudenets
	Département de la jeunesse du gouvernement de Dmitrov
Serbie	Krusevac
	Nis
Suède	Huddinge
	Södermøre
Tunisie	Association Casamance écologie et paix
Turquie	Ahmetbey 
	Avçılar 
	Bağcılar
	Beşiktaş/Istanbul 

	Büyükçekmece 
	Çiğli 
	Çiftlikköy
	Çorlu 
	Edremit 
	Gevaş Belediyesi
	Hakkari
	Izmit
	Kadıköy 
	Kahramanmaraş
	Karşiyaka
	Keçiören
	Kırklareli
	Lüleburgaz 
	Maltepe
	Mardin
	Rize
	Tekirdağ 
	Zeytinburnu 
	Union des municipalités de l'est et de l'ouest de la Thrace
	Union des municipalités de Turquie 
	Union des municipalités d'Anatolie centrale 
Ukraine	Fastiv 
	Kharkiv 
	Kyiv 
	Zhytomyr
	Lviv
Royaume-Uni	Kirklees
	Swansea
	Vallée de Glamorgan

ANNEXE 2 : REPRESENTATION DES PAYS 2012-2019

2019 18 pays	Albanie, Arménie, Belgique*, France*, Géorgie, Allemagne*, Grèce*, Italie*, Moldavie, Portugal*, Roumanie*, Russie*, Serbie, Espagne*, Suède*, Tunisie, Turquie*, Ukraine, Royaume-Uni*
2018 18 pays	Albanie, Arménie, Belgique, France, Géorgie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Russie, Espagne, Suède, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni
2017 20 pays	Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Serbie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine
2016 23 pays	Albanie, Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Belgique, Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Luxembourg, Moldavie, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Ukraine
2015 29 pays	Allemagne, Arménie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Danemark, Espagne, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Moldavie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Suède, Suisse, "L'ex-République yougoslave de Macédoine, Tunisie, Turquie, Ukraine
2014 24 pays	Allemagne, Arménie, Belgique, Bulgarie, Croatie, Espagne, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Italie, Moldavie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Suède, Tunisie, Turquie
2013 29 pays	Albanie, Azerbaïdjan, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Moldavie, Maroc, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Espagne, Suède, Suisse, "L'ex-République yougoslave de Macédoine", Tunisie, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni
2012 29 pays	Albanie, Arménie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Maroc, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Serbie, Slovaquie, Espagne, Suède, Suisse, Tunisie, Turquie, Ukraine, Royaume-Uni

* Pays représentés lors de toutes les éditions de la SEDL

La Semaine européenne de la démocratie locale (SEDL) est une initiative paneuropéenne visant à stimuler la démocratie locale et la participation des citoyens. Elle est coordonnée par le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, qui est une assemblée politique composée d'élus locaux et régionaux des 47 États membres du Conseil de l'Europe.

Les collectivités locales et régionales des 47 États membres du Conseil de l'Europe sont invitées à organiser des événements afin d'augmenter la participation citoyenne dans la prise de décision au niveau local, développer le dialogue entre les citoyens et leurs élus locaux (maires, conseillers municipaux, etc.) et introduire des mécanismes participatifs dans nos systèmes démocratiques.



Plus d'informations

 democracy.week@coe.int

 www.coe.int/demoweeek

FR

www.coe.int/congress



Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il regroupe 47 États membres dont les membres de l'Union européenne. Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux est un organe du Conseil de l'Europe chargé de renforcer la démocratie locale et régionale dans ses 47 États membres. Il comprend 648 élus représentant plus de 150 000 collectivités territoriales.